

# Une coopération au développement de 3<sup>e</sup> génération

**Sybille du Parc**

Cofondatrice et présidente de l'ASBL  
Abantu Zambia

■ À côté des grosses ONG et des ministères de la Coopération, de petites ONG, de plus en plus nombreuses, œuvrent sur le terrain en partenariat avec la population civile. Une coopération discrète, efficace et pleine d'avenir.

**D**epuis quelques années, l'aide au développement est menacée et souvent critiquée. En s'appuyant sur une réflexion d'Olivier De Schutter, qui fut rapporteur spécial pour le droit à l'alimentation des Nations unies, nous pouvons l'expliquer de la manière suivante.

D'un côté, on reproche à l'aide au développement d'entretenir, dans les pays aidés, une dépendance vis-à-vis de l'extérieur, et de constituer un prétexte commode pour les autorités locales de ne pas investir dans leur propre pays pour satisfaire les besoins basiques de leur population ; autrement dit, de ne voir que la facilité du court terme, et non les solutions du long terme. D'un autre côté, on reproche à l'aide au développement de coûter cher et de ne pas favoriser l'investissement privé : la charité ferait obstacle aux solutions fondées sur le marché. Autre criti-

que : le suivi de l'argent envoyé n'est pas assuré jusqu'au bout de son parcours. Cela déstabilise le projet destinataire final, qui n'en reçoit qu'une partie et est perdant, et cela enrichit les intermédiaires rarement inquiétés. Ce n'est un secret pour personne.

## Une aide publique peu adaptée

Et pourtant aujourd'hui, l'aide au développement reste toujours indispensable. Prenons la situation des pays pauvres de l'Afrique subsaharienne, en particulier en zone rurale. Comment attendre des autorités locales qu'elles investissent à la hauteur des besoins, dans les écoles, les centres de santé, les transports et l'agriculture, alors qu'elles ont encore une énorme dette extérieure à rembourser, dans des pays où l'accroissement de la population est très rapide et où les travailleurs de base gagnent moins de 3 dollars par jour, où l'entreprise privée ne peut s'épanouir tant que la moyenne des jeunes n'a pas atteint un niveau de scolarité suffisant et où le chômage est important. L'aide publique des États

donateurs ne suffit pas et n'est souvent pas adaptée. À sens unique, elle

va de l'extérieur vers l'intérieur sans beaucoup de discernement dans les montants octroyés ; et dans la distribution, elle a beaucoup de difficultés à trouver sur place des gens aptes à gérer des sommes importantes de façon objective et honnête. De grâce, que ceux qui donnent à un haut niveau se dotent des moyens (et ils les ont) d'investiguer sur place à quoi l'argent est vraiment destiné, de faire le suivi sérieux de son entière utilisation jusqu'à la réalisation finale et d'inclure dans le processus la population bénéficiaire concernée, c'est la moindre des politesses et juste une question de bon sens.

## Acteurs de leur propre destinée

C'est ainsi que l'on voit se développer actuellement une coopération discrète, qui s'étend rapidement au travers et auprès des po-

pulations de base pauvres, dans le monde entier. Des ONG plus petites, des associations composées de bénévoles, de plus en plus nombreuses, œuvrent sur le terrain en partenariat avec les acteurs locaux pour répondre aux besoins de base identifiés par la population civile elle-même. On est loin du temps de la colonisation où l'on prétendait savoir ce dont les gens avaient besoin. Les populations, très conditionnées par les mécanismes de la colonisation, après deux voire trois générations, pensent pouvoir maintenant se positionner comme acteurs de leur propre destinée. Le processus est lent et il faut respecter le rythme

pour que cela soit profitable, et ce, des deux côtés. L'Occidental, qui pense encore qu'il sait mieux, a le plus long chemin à faire.

## Moins de corruption

La population civile de base n'est pas encore touchée par la corruption. C'est important de le souligner dans cette réflexion pour comprendre qu'elle attire en raison de son honnêteté préservée. Cette population rurale sait mieux que personne ce qui lui est nécessaire, c'est d'elle que viennent les demandes, avec des propositions de projets bien ciblées. Il faut leur permettre d'exprimer

leurs demandes sans devoir passer par de multiples étapes administratives intermédiaires qui n'aboutissent jamais. Les écouter, leur donner notre confiance et la confiance en eux pour mener ces projets à bien. C'est un exercice à très forte valeur ajoutée humaine, c'est pour cela aussi qu'il attire des partenaires bien intentionnés. En zone rurale, même pauvre, les habitants souhaitent rester dans leur village. Mais un confort basique est indispensable: une école primaire, un puits, un moulin à grain, un accès à la santé.

#### Partenariat gagnant

Les associations partenaires excellent dans cette coopération de taille humaine et à budget modulable et abordable. Et les femmes se révèlent de bons managers, même en étant peu scolarisées.

Pour que ce type d'aide réussisse, il faut s'en tenir à quelques principes clés d'un partenariat gagnant:

commencer par une rencontre entre des personnes, leur laisser l'initiative d'un projet; elles sont chez elles;

- favoriser l'écoute et partager les réflexions sur les différents problèmes et solutions proposées par les populations; elles ont, pour cette partie-là, des clés en main;

- fixer les objectifs ensemble, à petite échelle et de taille humaine;

- promouvoir les compétences variées qui vont apparaître au fil de l'aventure;

- veiller à ce que l'argent, dont elles n'ont pas le premier franc, arrive à bon escient, en quantité bien calculée et soit géré avec responsabilité;

- donner aux projets communs une vision pérenne: faire en sorte

que les populations rurales (environ 80% de la population) aient en main les outils, les connaissances et les mécanismes nécessaires pour se projeter en avant. L'apprentissage est lent et c'est tant mieux, au moins les étapes sont bien intégrées et consolidées.

#### Sur le long terme

Pour résumer, à côté de l'aide publique internationale via le Fonds monétaire international et la Banque mondiale qui ont montré leurs limites et servi beaucoup d'intérêts privés<sup>(1)</sup>, à côté de l'intervention de grosses ONG comme MSF ou Plan international, ou des ministères de la Coopération qui ont d'importants frais de fonctionnement, une coopération de 3<sup>e</sup> génération, initiée avec la population civile pauvre, voit le jour dans toutes les parties du monde en même temps<sup>(2)</sup>. Elle appelle à un soutien direct à une population qui refuse sa pauvreté endémique, qui a des idées, s'est éduquée, a appris et compris les mécanismes et est prête à s'investir dans son propre avenir. Elle est honnête et a très peu de frais de fonctionnement. Elle s'investit dans des petites coopératives locales, agricoles ou féminines, fait appel au microcrédit, engage son énergie dans l'éducation de la jeune génération. Une partie du futur de la coopération au développement est bien là!

ministères de la Coopération qui ont d'importants frais de fonctionnement, une coopération de 3<sup>e</sup> génération, initiée avec la population civile pauvre, voit le jour dans toutes les parties du monde en même temps<sup>(2)</sup>. Elle appelle à un soutien direct à une population qui refuse sa pauvreté endémique, qui a des idées, s'est éduquée, a appris et compris les mécanismes et est prête à s'investir dans son propre avenir. Elle est honnête et a très peu de frais de fonctionnement. Elle s'investit dans des petites coopératives locales, agricoles ou féminines, fait appel au microcrédit, engage son énergie dans l'éducation de la jeune génération. Une partie du futur de la coopération au développement est bien là!

→ (1) Voir les ouvrages de Joseph Stiglitz

→ (2) Voir Paul Collier, "The Billion Bottom"

Le suivi de  
l'argent envoyé  
n'est pas assuré.  
Cela déstabilise  
le projet  
destinataire final  
et enrichit les  
intermédiaires  
rarement  
inquiétés.  
Ce n'est un secret  
pour personne.